

der Staat mit und sorgt meistens dafür, dass die Großen nicht noch größer werden. Im Export werden französische Bauern folglich zunehmend von deutschen verdrängt. Seit 2007 ist Frankreich schon nicht mehr der größte landwirtschaftliche Exporteur Europas, sondern liegt heute hinter Deutschland und den Niederlanden auf Platz drei. Frankreich produziert zwar weiterhin mehr als alle anderen Nationen Europas, doch der Großteil wird in der Heimat konsumiert. Dort drücken die großen Supermarktketten die Preise. Die deutschen Bauern dagegen haben beim Export von Schweinefleisch und Milchprodukten stark aufgeholt. „Die Einfuhren von Emmentaler nach Frankreich sind in der Spitzzeit auf bis zu 40 Prozent gestiegen. Im Land des Käses tut das weh“, schreibt der frühere FNSEA-Präsident Jean-Michel Lemétayer in seinem jüngsten Buch „Confidences d'un leader paysan“. Die Deutschen hätten flexibel auf die Umstellung der EU-Agrarförderung weg von der Preisstützung hin zu Direkthilfen reagiert. Ihre Betriebe seien nicht nur größer geworden, sie hätten auch mehr investiert, nicht zuletzt in kostensenkende Biogas-Anlagen, berichtet Lemétayer.

Sein Nachfolger Xavier Beulin will Frankreichs Bauern nun wachrütteln, um auf den Weltmärkten zu kämpfen. Doch gleichzeitig stützen sich die französischen Bauern weiter etwas weinerlich auf eine defensive Strategie, indem sie etwa die deutsche Landwirtschaft in Brüssel verklagen. Die Deutschen würden „soziales Dumping“ betrieben, beschweren sich die Franzosen, vor allem weil sie auf den Schlachthöfen ganze Kolonnen billiger Arbeitskräfte aus Osteuropa einsetzen. Doch auch der französischen Landwirtschaft stünde die Nutzung dieser Beschäftigten frei. Dass in Frankreich jedoch niemand unter dem staatlichen Mindestlohn (Smic) von 9 Euro stündlich bezahlt werden darf, ist alleine eine Entscheidung der Franzosen. Soll der Smic in ganz Europa eingeführt werden, fragen die Vertreter des Deutschen Bauernverbandes (DBV). Das wäre eine Illusion. Jedes Land gewähre spezifische Vorteile, das würde sich letztlich ausgleichen. Der DBV-Vertreter in Brüssel, Willi Kampmann, meint: „Die Franzosen haben Top-Produkte. Warum sind sie so ängstlich?“ ■

COMMENT FONCTIONNE LE FRONT COMMUN FRANCO-ALLEMAND ?

GEMEINSAME SACHE BEI DER GEMEINSAMEN AGRARPOLITIK

Par Fabrice Pozzoli-Montenay

Alors que le budget de la politique agricole commune agite les débats européens, une convergence franco-allemande se structure pour préserver les intérêts agricoles des deux pays. Par des canaux et des choix politiques efficaces et discrets, avec des démarches souvent très différentes.

“La coopération franco-allemande, pour le public, c'est surtout des images comme l'Airbus, ou Ariane. Mais l'agriculture est en passe d'en devenir un nouveau symbole.” Le propos de ce haut fonctionnaire est ambitieux, mais au vu des dernières évolutions, il n'est pas exagéré.

“Il y a un point commun qui unit la France et l'Allemagne dans les négociations européennes actuelles : la volonté affichée de l'actuel commissaire à l'agriculture, le Roumain Dacian Ciolos, de ‘verdir’ la PAC, pré-

les efforts déjà faits par les agriculteurs des deux pays”. Et de citer la réduction des pesticides, le soutien à la production biologique, la bande de jachère en bordure des cours d'eau... La déclaration commune franco-allemande sur l'avenir de la PAC, publiée en septembre 2010, a été le symbole du front commun des deux États face à la Commission européenne.

UN MINISTRE TRÈS AU FAIT DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Depuis le remaniement de novembre 2010, le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire a récupéré la tutelle de la délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (Datar), dont l'une des principales missions est de mettre en œuvre les fonds européens. Conséquence : le ministre gère non seulement la politique agricole commune (PAC), mais aussi la poli-

LA DÉCLARATION COMMUNE FRANCO-ALLEMANDE SUR L'AVENIR DE LA PAC, PUBLIÉE EN SEPTEMBRE 2010, A ÉTÉ LE SYMBOLE DU FRONT COMMUN DES DEUX ÉTATS FACE À LA COMMISSION EUROPÉENNE.

occupe les deux États”, indique Nadège Chambon, spécialiste de la PAC au think tank Notre Europe. Une observation confirmée : “Les questions d'environnement, de produits bio ou d'OGM ne doivent pas devenir les premières questions de la politique agricole commune”, grogne un haut fonctionnaire français. “Les problèmes majeurs sont bien la gestion des marchés des matières premières et la volatilité des marchés.” Selon les négociateurs, l'équipe de Dacian Ciolos aurait tendance à “oublier

tique de cohésion. Un budget total de 84 milliards d'euros distribués à la France par l'UE entre 2007 et 2013. Une arme politique majeure pour ce ministre très au fait des questions européennes et qui a soigneusement veillé à ses bonnes relations outre-Rhin.

Une gestion centralisée bien différente de l'Allemagne où, fédéralisme oblige, une partie de la politique agricole se fait au niveau des gouvernements des Lander. Des conditions positives selon José Bové, député européen du groupe Europe Écologie/Les Verts :



"La structure politique allemande fait que les aides sont régionalisées et qu'il y a une meilleure répartition de la distribution de ces aides en Allemagne." Les Lander peuvent ainsi définir les aides et le type de soutien qu'ils souhaitent apporter dans leur région. Une telle régionalisation de la politique agricole pourrait intervenir en France, grâce à la loi de modernisation de l'agriculture adoptée en juillet 2010. Reste à voir comment sa mise en œuvre va s'effectuer, la tradition française de centralisation parisienne étant encore solidement établie en matière agricole.

Le "super-ministère" français ne prend cependant pas en compte la protection du consommateur, contrairement à son équivalent allemand. "Là-bas, le dialogue entre agriculture et industriels de l'agroalimentaire a permis une meilleure segmentation, et une vraie approche des attentes du marché et des consommateurs", selon Nadège Chambon de "Notre Europe". Et elle pointe la multiplicité des productions allemandes adaptées à tous les segments : discount alimentaire, produits bio, multiplication des produits à "l'indication géographique protégée" [nouvelle appellation de l'AOC, l'exap-

pellation d'origine contrôlée, ndlr], autant de "niches alimentaires" développées en partenariat avec les agriculteurs.

Le gouvernement français peut compter sur le soutien du premier syndicat agricole, la FNSEA (fédération nationale des exploitants agricoles), qui compte 320 000 adhérents en 2009. Ce qui en a toujours fait l'interlocuteur privilégié des politiques, de droite comme de gauche. Et la FNSEA a renforcé ses liens avec le DBV allemand (syndicat agricole). "Cela ne date pas d'hier, mais plusieurs facteurs ont renforcé nos échanges récemment", explique un cadre de la FNSEA. "D'abord nous avons une convergence d'intérêts face à la remise en cause de la PAC. Nos deux pays sont les plus grands producteurs agricoles de l'Union européenne. Il y a deux ans à peine, la politique agricole commune était présentée comme inutile, coûteuse, dépassée. Nous

avons travaillé ensemble, publié des positions communes, et réussi à rappeler les enjeux stratégiques de la PAC et son importance dans le projet européen. Le fait d'être deux nous permet d'aller négocier dans de meilleures conditions à Bruxelles."

"Le fait d'être deux nous permet d'aller négocier dans de meilleures conditions à Bruxelles."

En prime, la FNSEA dispose en France de deux dirigeants qui connaissent et dialoguent avec leurs homologues allemands : le nouveau président, Xavier Belin, a travaillé dans le secteur des oléagineux et a négocié avec les Allemands dans ce domaine ; et Jean-Paul Bastian, vice-président originaire d'Alsace, est considéré comme un artisan central de ces bonnes relations. Dans les dures négociations

qui approchent, face à la Commission européenne et aux opposants à la PAC menés par la Grande-Bretagne, ce sont bien souvent ces personnes et ces liens tissés au fil des années qui joueront un rôle majeur. ■